



Isabelle CASSIERS

Droit à la paresse et redéfinition de la prospérité¹

Le droit à la paresse, pour moi, c'est oser penser autrement. Ce qui me paraît extrêmement frappant chez Lafargue, c'est cette capacité de sortir du cadre, comme on dit souvent aujourd'hui, produire une pensée radicalement autre. Penser autrement, c'était aussi le thème des doctorats *honoris causa* attribués l'année dernière à l'UCL et j'avais eu l'honneur de parrainer Tim Jackson qui proposait une prospérité sans croissance. Nous rejoignons la thématique de la décroissance dont vous avez parlé tout à l'heure, quelque chose qui nous invite à briser un tabou, à questionner le sens de cette prospérité, à être un peu plus courageux que les médias qui utilisent parfois l'oxymore de « croissance négative », comme si l'on ne pouvait pas sortir de la logique de croissance mais qu'il fallait reconnaître qu'à court ou moyen terme, elle est nulle ou négative.

Mais finalement, il s'agit de la croissance de quoi ? Il me semble que plus que l'expression « décroissance », ce qu'il y a lieu de faire, c'est de remettre au centre du questionnement : que s'agit-il de faire croître, de développer ? Quelles sont nos finalités ? Le couple croissance-crise me semble intéressant, car ce sont souvent les crises qui nous invitent à questionner nos modèles dominants. La crise actuelle est, en toute hypothèse, multidimensionnelle. L'étymologie du mot « crise », le grec *krisis*, signifie aussi contestation, dénouement, un moment-charnière qui exige de prendre une décision. Dans cette crise multidimensionnelle, non seulement économique, financière, écologique, mais aussi alimentaire, sociale, culturelle, politique, sans doute est-ce le moment, comme crise-tournant, de casser l'idée que la crise est un écart par rapport à un équilibre ou une trajectoire prédéfinie qu'il s'agirait de retrouver, mais plutôt un moment-charnière, un grand tournant.

¹ Retranscription de la communication orale accompagnant une projection power point dont seuls les schémas 1 et 2 sont reproduits. L'auteur présente ici un ouvrage collectif qu'elle a dirigé : CASSIERS, Isabelle *et alii*, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2011. Edition de poche en 2013.

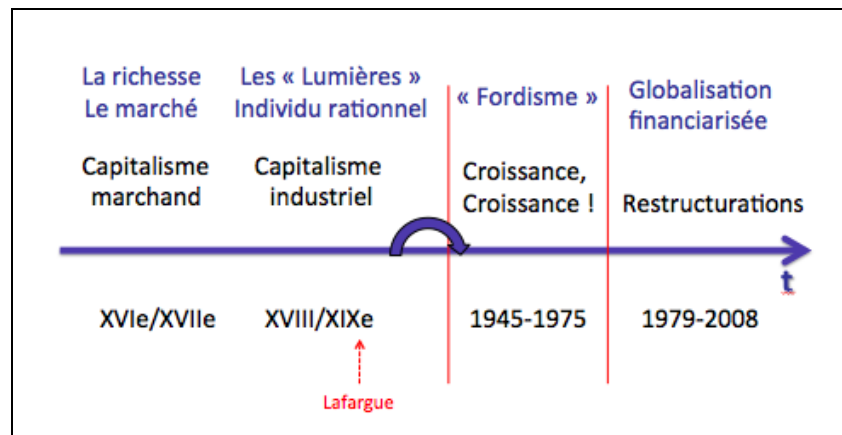
C'est sur base de toutes ces questions que j'avais lancé, avant même cette crise de 2008-2011, une réflexion interdisciplinaire ou plutôt transdisciplinaire, et pour moi-même c'est « une chance » que cette crise soit venu remettre ce sujet à l'honneur. L'ouvrage « Redéfinir la prospérité »², qui a été publié en avril dernier est le fruit d'une recherche collective commencée en 2006, où quinze auteurs issus de six disciplines différentes se sont rencontrés pendant trois ans pour débattre du thème de la prospérité. Pourquoi ce choix ? Peut-être parce que la prospérité est un concept ouvert. En ouvrant un simple dictionnaire, vous pouvez trouver à ce mot des définitions aussi bien dans les registres de l'être que de l'avoir. La prospérité signifie un état heureux – du bonheur, du bien-être, de la félicité – mais peut aussi désigner plus de richesses, de l'opulence, de l'abondance, le succès des affaires. Prospérité vient du latin *prosperus* : *pro* (favorable à) *sperus* (nos espérances, nos attentes). Il nous semblait que ce concept était particulièrement porteur d'une réflexion sur la définition de nos espérances. Le registre de l'avoir a-t-il écrasé le registre de l'être ? Le moment n'est-il pas venu de reposer la question de nos finalités collectives ? Cette question de nos espérances sous-tend le livre. Qui est ce « nous » et y en a-t-il un ? Qui est habilité à faire entendre ses espérances ? Parmi les quinze auteurs se trouvait Dominique Méda, bien connue pour ses travaux sur les thématiques du travail et de la richesse, et Robert Boyer, cofondateur de l'école de la régulation en économie. Je vais tenter de résumer la conclusion que ce dernier a coécrite avec Isabelle Ferreras et moi-même, en vous présentant trois lignes de synthèse.

Redéfinir la prospérité comporte à nos yeux trois types d'enjeux : historique, substantiel, et politique. Enjeu historique tout d'abord : il s'agit de reconnaître l'ampleur du tournant et oser nous y inscrire. Enjeu substantiel ensuite : nous suggérons de tirer davantage la définition de la prospérité vers le registre de l'être, par une désaliénation vis-à-vis d'une accumulation de l'avoir. Enjeu politique enfin : il s'agit de savoir qui va redéfinir la prospérité, qui a les moyens de faire entendre sa conception de la prospérité, et comment augmenter les chances que chacun puisse accéder à ce pouvoir politique. Reprenons brièvement chacun de ces enjeux.

En ce qui concerne l'enjeu historique, je vous propose une « ligne du temps » simplifiée pour l'illustrer, composée de quatre temps et de deux ruptures majeures.

² Op.cité

Schéma 1 : Ligne du temps et ruptures



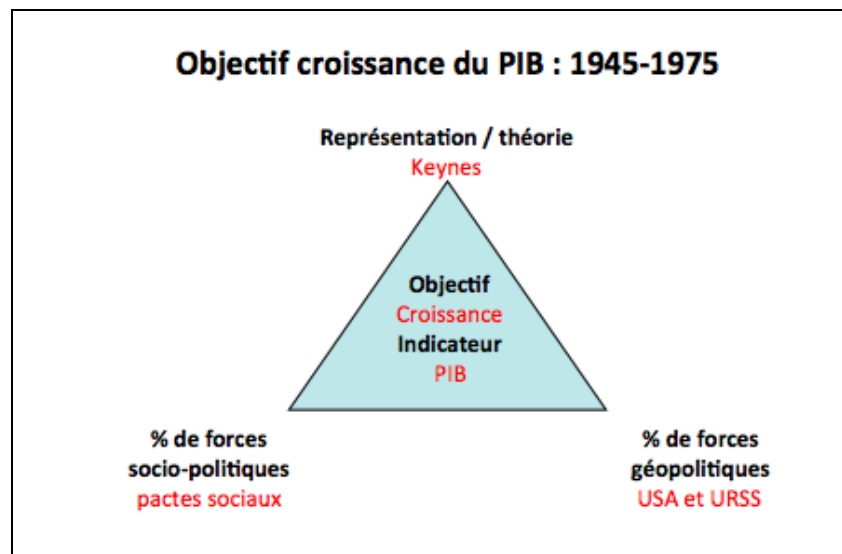
Tout d’abord l’apparition du capitalisme marchand au XVI^{ème} siècle, mettant à l’avant plan, de manière très progressive, la thématique du marché et de la richesse, et qui correspond à la naissance de ces mots que nous utilisons aujourd’hui. Nous parlons maintenant du dépassement du capitalisme, or c’est à cette époque-là que celui-ci prend naissance dans le marché qui lui préexiste, avec une spécificité : l’échange à longue distance, avec une distorsion entre les deux côtés du marché, et un intermédiaire qui a plus de pouvoir et d’information et en tire profit pour accumuler.

Ensuite, le capitalisme industriel, contemporain du siècle des Lumières et de l’apparition de l’individualité et de la rationalité. Deux grand progrès dans l’histoire de l’humanité dans la mesure où la reconnaissance des droits de l’individu permet à celui-ci de s’émanciper des structures qui l’étouffaient, et où la pensée rationnelle permet de sortir de formes d’obscurantisme et du pouvoir dogmatique de la religion. Néanmoins, on peut se demander dans quelle mesure certains aspects de ce qui a été une libération, un progrès pour l’humanité, n’apparaissent pas aujourd’hui comme des carcans.

Un grand saut historique nous conduit ensuite après la seconde guerre mondiale, au moment où l’objectif de croissance économique s’installe et apparaît comme indiscutable, avec ses pactes sociaux, la montée en puissance du capitalisme américain, avec son heure de gloire bien connue de 1945 à 1975, jusqu’à ce que la crise du milieu des années ’70 remette en question des équilibres acquis par la social-démocratie et nous conduise à un régime capitaliste qui ressemble davantage à de la globalisation financiarisée. Celle-ci a amené de vastes restructurations durant la période 1979-2008 et il semble que depuis 2008 nous soyons dans une crise qui à son tour remet en question les équilibres acquis durant cette globalisation financiarisée.

Je reviens un instant sur chacune des ruptures de cette ligne du temps pour souligner, tout d'abord, le contraste entre ce qu'on a appelé le fordisme et la globalisation financiarisée. Notamment le fait que durant les années 1945-75, le capitalisme était assez rigoureusement encadré, tandis qu'il a été débridé par la suite. Certains ont eu alors comme projet de revenir à la période fordiste et à son développement fantastique, qui avait le mérite d'encadrer en donnant des règles de fonctionnement plus strictes, de permettre le partage des richesses et de limiter la tendance spontanée du capitalisme. Je pense qu'aujourd'hui, ne serait-ce que pour les questions écologiques qui viennent d'être évoquées, il est temps de démystifier cet idéal fordiste. Il n'y a pas de nostalgie qui tienne pour cette période 45-75, pas de retour possible vers cet « âge d'or du capitalisme » et sa croissance rapide. Ce qui est intéressant, c'est de voir quels sont les rapports de forces qui avaient permis l'établissement de cette phase du capitalisme, car ceux-ci nous permettent de comprendre pourquoi il y eut des pactes sociaux sur la notion de croissance économique, et pourquoi cet objectif de croissance est devenu aussi fort.

Schéma 2 : les bases de l'objectif de croissance du PIB



Permettez-moi une deuxième représentation schématique pour parvenir au cœur de mon exposé. Dans l'évolution historique, il y a évidemment une relation entre celle de la pensée, celle des rapports de forces et celle des objectifs qu'une société se donne, de manière démocratique ou non. Ce qui a permis, me semble-il, l'objectif de croissance du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire essentiellement de croissance mesurée par l'activité marchande, c'est notamment le rapport de forces géopolitique avec la constitution de deux blocs, et l'hégémonie des États-Unis en Occident. Au sein de celui-ci, c'est un rapport de forces sociopolitique favorable à des pactes sociaux, à du

donnant-donnant : une renonciation à certains objectifs que les syndicats poursuivaient avant la seconde guerre mondiale, contre la promesse d'une évolution très soutenue du pouvoir d'achat, contre l'accession à la consommation de masse, tout cela encouragé par une certaine représentation théorique, la révolution keynésienne qui encourageait l'État à intervenir comme modulateur de l'activité économique, et qui encourageait les économistes à reconnaître le pouvoir des syndicats et du salariat, à introduire dans leur représentations ce que Keynes appelait une rigidité des salaires réels à la baisse. Voici donc comment sont nés cet objectif de croissance économique continue, et l'indicateur du PIB comme focus pour nos politiques publiques.

La période d'après 1979 a battu en brèche certains des équilibres, tant dans les rapports de force sociopolitiques (rupture des pactes sociaux) que dans les équilibres géopolitiques (éclatement du bloc de l'Est), ainsi que dans la représentation théorique, la vision keynésienne étant rejetée par la nouvelle théorie de l'offre. La question que je voudrais poser est la suivante : comment vont se ré-agencer demain les éléments du schéma triangulaire ? Quelles seront les représentations théoriques ou philosophiques qui nous aideront à concevoir de nouveaux équilibres sociopolitiques ? Quels seront les rapports socio- et géopolitiques qui influenceront l'évolution de la pensée ? Quelle sera la place des pays émergents pour soutenir ce type d'évolution au sein d'un monde globalisé ?

Avant de revenir sur ces questions je vous invite à revoir la dernière partie de la ligne du temps (schéma 1), en nous demandant si le tournant historique dans lequel nous nous situons aujourd'hui n'est pas de l'ordre d'une rupture de civilisation, comme vous l'avez évoqué aujourd'hui dans plusieurs exposés. La rupture serait plus profonde qu'une remise en question d'une phase de capitalisme globalisé comportant l'idée d'un retour vers un capitalisme encadré. Peut-être se pose-t-on la question d'un « au-delà du capitalisme » et, sur le plan des idées, celle d'un « au-delà des Lumières ». Celles-ci nous ont apporté l'individualisme et la rationalité, peut-être à l'excès, excès dont nous souffrons aujourd'hui. Trop d'individualisme et de rationalité, dans un sens étouffant, je perçois cela dans ma discipline qui est la science économique. Un des problèmes en cours, sur lesquels nous pointons aujourd'hui, est que cette époque des Lumières a cassé la distinction qui existait auparavant entre l'économie, au sens étymologique de « lois de la maison », et la chrématistique, qui est l'art de gagner de l'argent. La quête sans fin d'un enrichissement est devenu une vertu..

En synthèse de ce premier enjeu souligné par les quinze auteurs de l'ouvrage *Redéfinir la prospérité*, il n'y a aucun doute sur la réalité et l'ampleur du tournant historique, et en cela je rejoins très volontiers l'exposé de Daniel Tanuro. La question est plutôt de savoir si le tournant sera négocié, et par qui. Les auteurs de l'ouvrage s'inquiètent aussi de la subordination des États à la globalisation financière débridée, et du fait que l'individualisme libéral, qui s'est diffusé jusque chez l'homme de la rue et apparaît dans tous nos comportements et nos réflexions, rend difficile l'affirmation de valeurs collectives que l'on pourrait proposer en alternative au modèle actuel. Les crises récentes montrent l'importance de ces deux faits actuels : d'une part les gouvernements à genou devant la globalisation financiarisée et les agences de notation, et d'autre part, l'immense difficulté à affirmer des valeurs collectives, à mettre en place un gouvernement mondial ou des instances qui seraient capables de faire entendre la voix des populations, en réaction au pouvoir effectif de l'argent et de la finance.

Le deuxième enjeu d'une redéfinition de la prospérité est un enjeu substantiel. Nous proposons de nous rapprocher, par tous les moyens (discours et action) d'une définition de la prospérité qui désaliène, qui tende vers une émancipation de l'être plutôt que vers une accumulation de l'avoir comme c'est le cas aujourd'hui. Cette démarche comporte des préalables. J'en présenterai trois.

Le premier préalable, qui nous rapproche d'expressions utilisées par les orateurs précédents, c'est de nous indigner. Que des intellectuels s'indignent aujourd'hui est nécessaire : s'indigner de la surexploitation de la bio capacité, s'indigner des inégalités et de la pauvreté scandaleuses, qui ne peuvent qu'être accrues par l'inégalité de position face aux problèmes écologiques à venir, s'indigner devant le travail aliénant comme le faisait si bien Lafargue, et devant le consumérisme inassouvable – une ambiguïté relevée par Lafargue. S'indigner devant une recherche technologique asservie à des objectifs financiers, à l'exigence de rentabilité.

Un deuxième préalable consiste à s'efforcer de comprendre, à identifier des causalités. A cet égard, il est utile de dénoncer les « faux amis » : croire que la croissance verte résoudra les problèmes environnementaux, que plus de consommation conduit à plus de satisfaction de vie, que la richesse du Nord tire les populations du Sud vers une amélioration de leur niveau de vie, ou encore que l'économie sociale peut être organisée comme un camion-balai pour ceux qui sont tombés de l'économie productiviste et rentable.

Arrêtons-nous plus longuement sur le troisième préalable : savoir d'où l'on parle. Le point commun des auteurs de cet ouvrage était d'assumer une posture de chercheurs engagés en affirmant que, de notre point de vue (en tout cas dans les sciences sociales mais aussi probablement toutes les sciences), il n'y a pas de discours complètement neutre. Nous assumons notre prise de position, en mettant aussi nos désirs sur la table quand nous procédons à une analyse scientifique, en définissant où nous souhaitons aller, en tentant une définition de la prospérité plus proche de l'être. Une position évidemment normative, mais nous pensons que ceux qui se cachent derrière un discours purement scientifique ont aussi (mais implicitement) une position normative. Et nous assumons aussi un discours d'auteurs vivant dans les pays riches, tout en rappelant le fait que les pays du Nord et du Sud sont dans le même navire, associés dans un monde global. C'est en modifiant nos comportements et nos discours au Nord que nous pouvons contribuer à l'émancipation au Sud.

Redéfinir la prospérité, c'est désigner un état de société désirable, et la trajectoire qui peut y mener, en faisant attention aux faux objectifs, qui ne sont que des moyens vers une fin non désignée, comme l'objectif de croissance ou même l'objectif travail ou emploi, pour convoquer Lafargue. Emploi de quel type ? Vaut-il la peine de perdre sa vie à la gagner ? Innovation, pour faire quoi ? Tous ces moyens cachent leurs vraies finalités, dont nous débattons aujourd'hui. Il nous semble qu'un début de définition pourrait considérer comme prospère une société qui renforce la capacité de chacun de ses membres d'accomplir ce à quoi il aspire. Mais cela n'épuise pas le débat, dans la mesure où il y a lieu aujourd'hui d'avoir une discussion spécifique sur les biens communs, qui dépasse un discours relativement individualiste comme celui d'Amartya Sen dans sa considération des capacités³, même si c'est un très grand progrès par rapport à la théorie économique actuellement dominante.

La prospérité consiste sans doute à pouvoir mener une vie épanouie, à trois niveaux intrinsèquement complémentaires : biologique et matériel - mener une vie saine ; culturel - mener une vie bonne ; politique - mener une vie juste. Je m'appuie ici sur la contribution de Jean De Munck, philosophe et sociologue, qui propose une triple critique du consumérisme. Celle-ci doit être égalitarienne, car tout le monde n'accède pas de la même manière aux biens de consommation ; écologique, car nos modes de consommation ne sont pas soutenables ; et aussi culturelle, dans la mesure où le mode de vie proposé par le consumérisme est profondément aliénant.

³ *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, 1987

L'enjeu substantiel apparaît aussi dans la recherche de nouveaux indicateurs de richesse «au-delà du PIB». L'idée est de proposer aux gouvernements et aux instances internationales un autre indicateur que ce dernier, et simultanément un autre objectif que la croissance économique (c'est-à-dire la croissance du PIB). Dans cet esprit il faudra combiner au minimum trois dimensions : le niveau de vie, la qualité de vie et l'environnement. Il faudra conserver dans le nouvel indicateur une mesure du niveau de vie car, comme on l'a entendu tout à l'heure, il y a des pays où un minimum de bien-être matériel est requis, et il n'est pas question d'abandonner la mesure des niveaux de vie et de l'accès aux biens matériels. Mais il importe d'y adjoindre une mesure de la qualité de vie et de la répartition de cette qualité de vie entre les personnes, et d'y intégrer la contrainte environnementale qui ne peut absolument plus être ignorée par nos indicateurs.

Il faudrait pouvoir apprécier des résultats *qualitatifs*, dans des domaines hétérogènes, ce qui est beaucoup plus difficile que de faire la somme de productions matérielles au moyen des prix et des valeurs monétaires. Les comptabilités nationales construites au lendemain de la seconde guerre mondiale, et dont le chiffre total est le PIB, sont basées sur des conventions comptables qui peuvent paraître extrêmement arbitraires si on les regarde de près. Les prix du marché, qui permettent d'agrèger des choses complètement hétérogènes comme des ordinateurs et des heures d'enseignement, sont intrinsèquement politiques et donc discutables comme toute autre manière d'agrèger des indices.

Dans notre livre, nous avons traité différents champs sans aucune prétention à l'exhaustivité, car nous avons choisi nos champs en fonction des compétences des auteurs, qui formaient un groupe décidé à se voir et débattre régulièrement. Nous avons exploré les conditions de l'émancipation de l'être dans ces divers champs : le travail, l'innovation, l'environnement, la socio diversité. Arrêtons-nous un instant sur le chapitre *La prospérité au travail*⁴ qui examine les nouvelles pathologies du travail, que vous avez évoquées aujourd'hui dans d'autres exposés. Elles sont associées à de nouveaux modes d'organisation. Thomas Périlleux et Julien Charles s'interrogent sur les conditions de ce qu'ils appellent un «travail vivant». Celui-ci permettrait d'expérimenter un engagement de soi, un déploiement des relations de la personne à elle-même, aux autres et au monde matériel, et permettrait donc de réaliser les potentialités de création de l'être humain.

⁴ Thomas PÉRILLEUX et Julien CHARLES, in Cassiers op.cit. pages 127-158.

Dominique Méda, dans un article paru hier⁵, citait Marx dans les manuscrits de 1844 – citation qui le rapproche du point de vue de Lafargue : « Supposons que nous produisions comme des êtres humains : nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre »⁶. Cette dimension d'émancipation de l'être dans le travail et la production, complètement présente chez Marx, n'est pas une idée de bobos déconnectés, mais un programme qui pourrait revenir au cœur des revendications les plus radicales, les plus inscrites dans une filière marxiste ou socialiste, ou chère à une gauche portée par le mouvement du travail.

Le troisième enjeu d'une redéfinition de la prospérité, vers lequel convergent toutes les contributions de notre ouvrage, c'est l'enjeu politique. Invariablement, quel que soit le champ analysé et les réflexions menées, se pose la question : qui a le pouvoir d'influencer les objectifs qu'une société se donne ? Qui oriente les politiques publiques ? Vous avez aujourd'hui répondu « oui » à la question : la démocratie n'est-elle pas systématiquement court-circuitée par le pouvoir de l'argent, par l'organisation du capitalisme financier, par le pouvoir des lobbies auprès des institutions dites démocratiques, par la soumission des États à la globalisation financiarisée ? De sorte qu'il est extrêmement difficile aujourd'hui, pour les gouvernements, d'entendre la voix des populations, par exemple à travers le mouvement des Indignés et, le voudraient-ils même, de mener une politique autonome par rapport à la logique d'un capitalisme globalisé et financiarisé.

Les quinze auteurs partagent une certaine inquiétude quant à la possibilité de promouvoir une alternative, mais dans chacun des chapitres, ils ont souligné des raisons d'espérer qu'un changement soit possible. Des quantités d'objectifs sont mis en avant, et à chaque fois des résistances apparaissent. Mais s'il y avait des résistances financières systématiques aux objectifs qu'une société veut se donner, on serait dans un état d'hétéronomie, d'impossibilité de fixer de manière autonome les normes que nous souhaitons voir promues. La question fondamentale à affronter est celle de l'autonomie, de la capacité des sociétés à disposer d'elles-mêmes, de la capacité des membres d'une société à déterminer les conditions de leur vie en commun. Cette question inquiète les auteurs qui insistent sur l'importance de réagir à tous les niveaux, y compris à celui du discours.

⁵ *Le Monde* du 22 novembre 2011

⁶ *Notes de lecture*, § 22, p. 33, in *Economie et philosophie* (Manuscrits parisiens, 1844, Œuvres, Economie, II, Pléiade, Gallimard, 1968

Revenons au schéma 2 ci-dessus. L'évolution des rapports géopolitiques (sommet inférieur droit du triangle) depuis l'écroulement du bloc soviétique a affaibli la position syndicale (sommet inférieur gauche) dans le bloc de l'Ouest. Cependant de nouvelles catégories sociopolitiques émergent, susceptibles d'apporter de nouvelles valeurs, à travers les mouvements citoyens par exemple. Ces dernières années ont fourni des exemples forts de mouvements citoyens dont on soupçonnait à peine l'existence, qui tout d'un coup peuvent faire basculer des situations. Ces nouveaux acteurs, même s'ils sont fragiles, éparpillés et n'ont pas encore une représentation suffisamment solide pour convaincre de leur capacité à changer le monde, ont déjà des relais parmi les acteurs plus traditionnels. La présence et les pratiques, même très partiels et locaux, des nouveaux acteurs, sont déjà une manière de redéfinir la prospérité et de mettre en action une prospérité redéfinie. Comme l'histoire nous l'a souvent montré, il ne faut pas sous-estimer le rôle d'expérimentations locales dans une transition beaucoup plus globale. Un rôle important reviendrait à l'État pour favoriser la transition, mais comment peut-il le faire s'il est lui-même soumis à des pressions du capital globalisé ? Il y a là un encouragement à la transition, dont tous les acteurs locaux auraient besoin, mais qui est encore peu perceptible, puisque les États sont eux-mêmes soumis à des contradictions.

En conclusion, les auteurs s'accordent pour dénoncer les risques associés à une conception de la prospérité réduite à l'accumulation de richesses, pour promouvoir une prospérité conçue comme émancipation de l'être. Ils suggèrent de concevoir la liberté comme autonomie (au sens de capacité de définir ses propres normes) plus que comme indépendance (selon la tradition des Lumières). Il leur semble essentiel d'encourager un débat démocratique sur les valeurs, sur les finalités qu'une société poursuit. S'ils reconnaissent la difficulté d'une action globale et les limites d'une action locale, ils insistent sur l'importance d'une pensée critique, et souhaitent encourager les acteurs du changement ainsi que tous les comportements se dirigeant vers une prospérité de l'être, car chacun de nos mots et de nos gestes peuvent contribuer à redéfinir la prospérité.

Discussion

Jean-Baptiste : Comme vous le disiez à juste titre, il faut intervenir à tous les niveaux, y compris celui du discours. De manière un petit peu provocante et néanmoins amicale, je vous demande si la prospérité sans croissance est envisageable sans une décroissance forte de la production et de la consommation ?

Isabelle Cassiers : Personnellement je n'utilise pas l'expression « prospérité sans croissance ». Mais il faudra arriver à une réduction de la production et de la consommation matérielles, pour des raisons écologiques, comme les graphiques cités aujourd'hui le montrent de façon catégorique. Il faut se libérer de l'idée de croissance, et puisqu'il va falloir réduire globalement la production et la consommation de matière sur notre planète, il y a, éthiquement, nécessité de répartir ce qui est disponible. Cela appelle à des changements radicaux de mode de vie ; en ce sens cela rejoint les perspectives du mouvement des objecteurs de croissance ou de la décroissance. Personnellement, je trouve que le terme « décroissance » est assez mal choisi, car il met l'accent sur quelque chose de négatif alors qu'il faudrait au contraire, comme les auteurs de la décroissance le soulignent quand ils ont le temps de développer leurs propos, trouver un slogan comme « prospérité joyeuse », « frugalité sereine, jubilatoire ». À travers une réduction de la matérialité, il y a moyen de remettre en avant des qualités de vie remarquables, et de proposer un modèle alternatif pour nos sociétés.

